

Syndicat CGT et FO Michelin

Et l'ancien 1er ministre devint ... 1er ministre !

Le feuilleton du remaniement du gouvernement a enfin pris fin. Au bout de ce suspense qui n'a pas passionné grand monde hormis la cour présidentielle, rien de nouveau pour le peuple d'en bas.

Alors que pendant 2 mois, des millions de citoyens ont exprimé le rejet du projet de loi sur les retraites, et le rejet de la politique de Sarkozy, celui ci dans un mépris total du peuple entend poursuivre sa politique de casse sociale.

Ce gouvernement bis, placé sous le signe de l'anti démocratie, prépare encore quelques sales coups contre la grande majorité des Françaises et des Français, tout en continuant à favoriser les amis fortunés de tout poil, patrons, banquiers, du président.

Dans l'intervalle qui nous sépare de l'élection présidentielle, nous aurons certainement à redescendre dans la rue pour faire valoir nos droits et défendre les acquis qui nous restent.

Le mouvement de ces mois de septembre et octobre s'il n'a pas permis le renoncement de cette loi injuste restera un cap pour les futures mobilisations à venir.

L'histoire ne se réécrit pas mais il est évident qu'en étant plus nombreux, plus déterminés, et en entrant en grève illimitée plus tôt, ce gouvernement qui a vacillé aurait

sans nul doute retiré ce projet et ouvert de réelles négociations.

Nous avons malgré tout écrit une nouvelle page de notre histoire sociale, qui pèsera pour le futur, et certainement dès cette fin d'année lors des négociations sur les régimes complémentaires de retraites avec le patronat.

Ici à l'usine nous pouvons être fiers de notre implication remarquable et remarquée dans ce mouvement social, et la question qui se pose maintenant, est de savoir dans quel état nous serons au bout de 42 ans d'usine particulièrement pour les gens en production ?

La seule évidence qui s'impose est que la pénibilité chez Michelin doit effectivement être reconnue afin de permettre des départs anticipés pour que la retraite en bonne santé ne devienne pas un mirage.

Cette demande de reconnaissance de la pénibilité, mais aussi la question des salaires, des évolutions de qualification, du respect auquel chacune et chacun a droit, de l'amélioration des conditions de travail, du reclassement et aménagement de postes, de l'embauche immédiate de l'ensemble des CDD (la liste n'est pas exhaustive) sera adressée au nouveau directeur de l'usine.

Il y a urgence à rétablir un vrai dialogue et à répondre favorablement aux revendications déposées par les organisations syndicales, pour que le climat social totalement dégradé lors de ces 3 dernières années revienne à la norme.